



Jean-François Steiert, Conseiller national

L'irresponsabilité n'est pas toujours là où on le croit

«Les jeunes qui pratiquent la beuverie express doivent assumer eux-mêmes leur comportement irresponsable!» Cette injonction, mise en consultation par la droite du Parlement à une courte majorité, semble à première vue assez raisonnable. Mais pourquoi cibler les jeunes seulement? La majorité des comas éthyliques sont le fait de personnes plus âgées. Il serait dès lors juste que celles-ci assument également leurs coûts – ces derniers étant au demeurant déjà en bonne partie pris en charge par les premiers concernés, à travers la franchise, la quote-part, les frais ambulatoires non couverts par l'assurance-maladie et ceux de la cellule de dégrisement.

D'autres personnes sont à l'origine de dépenses bien plus importantes pour la communauté des assurés: le fumeur, celui qui consomme trop de sucre, ne bouge pas assez, fait trop de sport, s'abandonne aux plaisirs des produits carnés, du beurre ou de la crème coûtent bien plus cher que celui – ou celle d'ailleurs – qui prend une biture, parfois unique. Toutes ces personnes devraient donc assumer elles aussi les conséquences financières de leur irresponsabilité. Une interprétation plutôt large et non bureaucratique du principe de causalité permettrait ainsi à

l'assurance-maladie obligatoire de faire des milliards d'économies par an.

En tant qu'assuré amateur de double crème et cycliste, je remplis plusieurs des critères de risques cités et suis donc moi aussi dans le viseur. Mais qui parmi vous ne l'est pas? Dans la vision du «patient responsable», qui examinera son degré de responsabilité au quotidien et ainsi sa part aux dépenses de santé existantes ou futures? Cette idée issue d'une bonne intention – de la part de quelques-uns au moins – ne pourrait être concrétisée que par un vaste dispositif de surveillance qui engloutirait les économies de l'assurance-maladie et réduirait drastiquement les droits des citoyens.

En politique, la responsabilité demande une pensée systémique. Cet exemple montre qu'à trop promouvoir la responsabilité individuelle on génère, comme toute sur-réglementation, plus d'inconvénients que d'avantages. Nous devrions ainsi admettre l'existence d'un nombre minime d'assurés sans effet sur le système qui, le cœur léger et par pur ennui, sollicitent quotidiennement des prestations superflues de leur médecin – sans pour autant les encourager encore avec des incitations inutiles. ■

Manchmal trägt der Schein

«Jugendliche Rauschtrinker sollen die Kosten ihres verantwortungslosen Handelns selber tragen!» Diese Forderung, die von einer knappen rechten Mehrheit des Parlaments in Vernehmllassung geschickt wurde, tönt eigentlich recht vernünftig. Doch warum nur Junge? Die Mehrheit der Komatrinker sind ältere Menschen. Also sollten gerechterweise auch diese für Ihre Kosten aufkommen. Allerdings: die meisten Rauschtrinker tragen ihre Kosten über Franchise, Selbstbehalt und anderen nicht gedeckten Kosten bereits weitgehend selber.

Sehr viel mehr Kosten verursachen ganz andere: wer raucht, zu viel Süßes isst, sich kaum bewegt, zu viel Sport treibt, überschwänglich dem Genuss von Fleischwaren, Butter oder Sahne frönt, verursacht Gesundheitskosten in deutlich höherem Ausmass als der Rauschtrinker und sollte demnach die finanziellen Konsequenzen seines verantwortungslosen Handelns genauso selber tragen. Bei einer etwas grosszügigen und unbürokratischen Auslegung des Kausalitätsprinzips könnten wir so der obligatorischen Krankenversicherung jährliche Einsparungen in Milliardenhöhe bescheren.

Als double-crème-liebender und velofahrender Versicherter erfülle ich mehrere der erwähnten Risikokriterien. Aber wer unter Ihnen nicht? Wer prüft eigentlich in der Vision des selbstverantwortlichen Patienten den Grad der Selbstverantwortung im Alltag und damit der prozentualen Beteiligung an den Gesundheitsausgaben? Spätestens bei dieser Frage sollte klar werden, dass die zumindest von einigen gut gemeinte Idee nur mit einem massiven Überwachungsapparat möglich ist, der die Einsparungen auffressen und die Bürgerrechte massiv beschneiden würde.

Politische Verantwortung bedingt Systemdenken. Das Beispiel zeigt: zu viel Förderung der individuellen Verantwortung bringt wie jede Überregulierung mehr Nach- als Vorteile. Die kleinen, nicht systemrelevanten Anzahl Versicherter, die aus reiner Langeweile täglich unnötige Arzt-Leistungen beansprucht, sollten wir in Kauf nehmen – jedoch ohne dies zu fördern. ■